

- 2) Définir les « droits démocratiques et économiques ».
- 3) Adopter le cingalais comme unique langue officielle.
- 4) Reviser le rôle du sénat.
- 5) Rejeter les membres nommés de la Chambre des représentants.
- 6) Reconnaître tout spécialement dans le bouddhisme « la foi de la grande majorité » tout en assurant « la liberté de culte et de conscience ».
- 7) Favoriser le retour dans leur pays à tous les résidents d'origine indienne non naturalisés.
- 8) Nationaliser « toutes les industries de base, y compris les plantations, les moyens de transport, la banque et l'assurance appartenant au capital étranger ».
- 9) Assurer le plein emploi.
- 10) Résilier les restrictions sur les syndicats, la législation de sécurité, etc.

Après son élection, M. Bandaranaike a déclaré qu'il s'opposait à l'expropriation des valeurs étrangères ou nationales et que tout programme de nationalisation comporterait une indemnité équitable. Il a également annoncé la révision du statut de la station de la Marine royale à Trincomalee et de la base de la *Royal Air Force* à Katunayake. En outre, a-t-il dit, il convient de laisser en suspens la double question de savoir si Ceylan deviendra république et se séparera du Commonwealth, vu qu'il faudrait modifier la constitution ce qui exigerait un vote parlementaire à deux tiers de majorité. Son parti s'engage à adopter sans tarder le cingalais comme langue de l'État en envisagera les mesures à prendre en ce sens.



L'honorable S. W. R. D. Bandaranaike,
Premier ministre de Ceylan.

Le gouverneur général, sir Oliver Goonetilleke, a inauguré le nouveau Parlement le 20 avril. Il ressort du discours du trône que Ceylan ne se joindra à aucun bloc de puissances et que le statut des bases navales et aériennes du Royaume-Uni sera révisé. Les mesures de politique intérieure comprendraient la nationalisation du transport, le développement des services sociaux et l'aide à l'agriculture. Certains projets de loi visent la proclamation de la république et l'adoption du cingalais comme langue officielle de l'État. Le cabinet a, depuis, décidé de reporter à une date indéfinie l'Exposition du Plan de Colombo projetée pour 1957.